

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/W/163
11 juin 2003

(03-3025)

**Groupe de travail des liens entre
commerce et investissement**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET DE SES ÉTATS MEMBRES

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 juin 2003.

APERÇU DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN RAPPORT AVEC L'IED

I. INTRODUCTION

1. L'Union européenne est favorable à l'élaboration d'un cadre multilatéral visant à garantir des conditions transparentes, stables et prévisibles pour l'investissement transfrontières à long terme et en particulier l'investissement étranger direct. Elle est consciente de la nécessité d'accroître les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités dans ce domaine. La présente communication donne un aperçu général des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités actuelles et prévues dans le domaine de l'IED qu'elle¹ finance dans les pays en développement.

II. CONTEXTE

2. L'objectif principal d'un cadre sur l'investissement pour le développement serait d'encourager et de faciliter les flux d'IED à l'échelle mondiale, en particulier à destination et en provenance des pays en développement, et de promouvoir une structure d'échanges commerciaux plus équilibrée. Le commerce et l'IED sont indissociables. Deux tiers des flux d'échanges internationaux sont générés par l'IED, et la plupart des obstacles à l'IED ont aussi des effets négatifs sur les capacités d'exportation des pays qui les appliquent.

3. Selon la littérature économique, les flux d'IED et la capacité des pays d'accueil d'en tirer le meilleur parti dépendent de plusieurs facteurs: stabilité politique et macro-économique, développement des infrastructures, taille des marchés, stabilité et transparence du cadre juridique et des politiques, climat des affaires, éducation et compétences, et efficacité des institutions. Un cadre multilatéral pourrait considérablement accroître la transparence ainsi que la prévisibilité et la sécurité des règles en vigueur dans chaque pays Membre.² Par conséquent, au moins un des facteurs qui

¹ Les chiffres indiqués en annexe correspondent uniquement aux programmes de la CE et ne reflètent pas les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités conduites individuellement par chaque Membre.

² On reconnaît généralement que la transparence et la non-discrimination sont des principes importants pour l'IED. La plupart des gouvernements ont repris ces deux principes dans leurs lois et réglementations. En

déterminent l'IED, à savoir la stabilité et la transparence du cadre juridique et des politiques, pourrait être considérablement amélioré par une coopération multilatérale plus étroite.³

4. En même temps, nous sommes bien conscients du fait que, pour accroître sensiblement les investissements dans les pays en développement, en particulier ceux qui ont été négligés par les investisseurs étrangers directs jusqu'à présent, il importe d'améliorer aussi le climat de l'IED par d'autres moyens. L'essentiel des efforts doivent être accomplis par chaque pays d'accueil. Les pays développés ont toutefois un rôle important à jouer à l'appui des efforts des pays en développement.

5. L'Union européenne et ses États membres sont le principal fournisseur d'aide au développement du monde. Une grande partie de leur effort finance des projets qui, directement ou indirectement, aident les pays en développement à attirer davantage d'IED et à mieux en tirer parti. À cet effet, on peut par exemple employer les ressources pour appuyer le secteur privé ou pour financer des programmes de promotion de l'investissement comme le programme Asia-Invest. D'autres projets visent à améliorer des éléments importants pour attirer des investissements étrangers directs, tels que les infrastructures, la stabilité macro-économique, le cadre juridique, la coopération régionale (pour accroître la taille des marchés) ou la mise en valeur des ressources humaines.

6. Les tableaux de l'annexe récapitulent la répartition des fonds affectés aux programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CE dans les domaines des infrastructures, de la stabilité macro-économique, du cadre juridique et politique, de l'appui au secteur privé, de la mise en valeur des ressources humaines et de l'édification d'institutions.⁴ Nous avons réparti les bénéficiaires en six régions ou groupes de pays: pays ACP, Asie, Ouest des Balkans, Amérique latine, Sud de la Méditerranée/Moyen-Orient et Europe orientale/Asie centrale. Les tableaux indiquent les ressources affectées aux projets en cours ou prévus. Tous les programmes et

outre, de nombreux pays semblent admettre les arguments en faveur de l'élaboration de règles internationales sur l'investissement, comme en témoigne le fait qu'il existe actuellement plus de 2 100 traités d'investissement bilatéraux (TIB), qui consacrent généralement des principes fondamentaux que sont la non-discrimination et la protection des investissements. Les investisseurs européens (voir l'enquête présentée au Groupe de travail des liens entre commerce et investissement en 2000) ont mentionné plusieurs problèmes qui affectent leur IED dans les pays en développement, tels que le manque de transparence et de prévisibilité des règles, auxquels des règles internationales pourraient remédier.

³ L'existence d'un cadre multilatéral apporterait les avantages suivants: 1) plus grande crédibilité des politiques des pays d'accueil et réduction des risques associés à l'IED; 2) réduction des coûts de transaction dus à la multiplicité des règles actuelles régissant l'IED; 3) possibilité de faire respecter les règles relatives à l'IED au moyen du mécanisme de règlement des différends de l'OMC; 4) encouragement à améliorer le régime de l'IED plutôt qu'à rester otage des groupes d'intérêts nationaux. Voir en particulier Sanna-Randaccio, *Why we need a MAID (a MAI for Development)*, document présenté au séminaire de la 26^{ème} Conférence annuelle de l'EIBA; Balasubramanyam, *The Case for Extending the WTO System to Foreign Direct Investment*, Cordell Hull Institute Trade Policy Roundtable, 2001; Drabek, *A Multilateral Agreement on Investment: Convincing the Sceptics*, La Haye, 1998; Graham, *Fighting the Wrong Enemy: Antiglobal Activists and Multinational Enterprises*, Institute for International Economics, 2000; Moran, *Foreign Direct Investment and Development*, Institute for International Economics, 1998; Muchlinski, *Towards Multilateral Investment Rules? Key Issues in the Post-Doha Agenda*, document fondé sur des recherches menées pour la série d'études de la CNUCED sur les enjeux des accords internationaux d'investissement, 2003.

⁴ Cette information n'est pas structurée de la même manière que celle qui se trouve dans la base de données sur l'assistance technique constituée dans le cadre du Programme de Doha. Dans cette dernière, les projets de coopération technique de l'Union européenne sont classés par thème commercial. Ici, nous avons adopté une approche plus large et mentionné tous les projets susceptibles d'avoir une influence sur l'IED. Certains facteurs, comme l'appui au secteur privé, peuvent aussi être importants pour d'autres activités, comme la promotion de la politique de la concurrence.

projets répondent à des demandes précises des pays bénéficiaires et sont définis avec eux depuis le stade de la planification.

7. Les tableaux montrent que par exemple pour les pays ACP le financement des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités entre 1996 et aujourd'hui (3,5 millions d'euros) représente quelque 11 pour cent du total des flux d'IED de l'UE vers ces pays sur la même période. Dans d'autres régions, comme l'Amérique latine, où les besoins d'assistance technique et de renforcement des capacités sont différents et où les flux d'IED ont considérablement augmenté, l'UE a fourni un effort de 675 millions d'euros entre 1991 et aujourd'hui, ce qui représente moins de 0,5 pour cent de ses flux d'IED vers cette région sur la période 1996-2001. Entre 2000 et 2002, les pays de la CEI ont bénéficié d'une aide de 164 millions d'euros et les pays de l'Ouest des Balkans d'une aide de 443 millions d'euros, tandis que les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont reçu une aide de 1,7 milliard d'euros, et les pays d'Asie une aide de 593 millions d'euros entre 1995 et aujourd'hui. De plus, l'UE a programmé des aides importantes à toutes ces régions pour la période 2002-2007.

III. CONCLUSION

8. Parallèlement aux activités d'assistance technique liées au commerce menées dans le cadre du Programme de Doha, l'Union européenne reste résolue à continuer d'aider les pays en développement à améliorer les conditions qui déterminent leur capacité à long terme d'attirer des IED et d'en tirer profit durablement. Tous les services qui participent aux programmes d'aide au développement travaillent en étroite collaboration avec les pays bénéficiaires, dans le but de maximiser les effets positifs et la viabilité à long terme de chaque projet dans le pays d'accueil. Nous continuerons aussi de chercher à accroître la cohérence entre nos activités d'assistance technique et de renforcement des capacités et nos politiques visant à améliorer les conditions du commerce et de l'investissement partout dans le monde, conformément aux objectifs du Programme de Doha pour le développement.

NOTES EXPLICATIVES DES TABLEAUX

Pays correspondant à chaque région:

ACP:

Angola, Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (Brazzaville), Congo (Kinshasa), Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe, Antigua, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, États fédérés de Micronésie, Fidji, Grenade, Guyana, Haïti, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Jamaïque, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine, Samoa, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Suriname, Trinité-et-Tobago, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Asie:

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Inde, Indonésie, Lao, Malaisie, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam

CARDS

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Serbie et Monténégro, Kosovo

Amérique latine:

Argentine, Brésil, Bolivie, Costa Rica, Colombie, Chili, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, Paraguay, Uruguay, Venezuela

MEDA:

Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Cisjordanie et bande de Gaza et Yémen

TACIS:

Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Mongolie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine et Ouzbékistan

Domaines d'activité:

1. INFRASTRUCTURE

14010 Politique et administration des ressources hydriques

Politiques, planification et programmes; législation et gestion; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; évaluation des ressources hydriques et études; eaux souterraines, qualité de l'eau et étude des bassins versants; hydrogéologie; à l'exclusion des activités concernant l'utilisation agricole de l'eau (31140).

210xx Transports

220xx Communications

23010 Politique et administration de l'énergie

Politiques, planification et programmes; aide aux ministères de l'énergie; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; autres activités concernant l'énergie, y compris les économies d'énergie.

2. STABILITÉ MACRO-ÉCONOMIQUE (Objectifs: inflation réduite, stabilité du taux de change, etc.)

15010 Politique économique et politique du développement/planification

(Politiques et planification macro-économiques, budgétaires et monétaires; planification sociale; analyses et prévisions socioéconomiques; réformes structurelles; planification du développement; développement des organisations; appui aux ministères associés à la coordination de l'aide; appui à d'autres ministères et administrations sans spécification sectorielle)

31193 Services financiers à l'agriculture

Intermédiation financière pour le secteur agricole, y compris le crédit; assurance récoltes.

510xx Aide à l'ajustement structurel en concertation avec la Banque mondiale et le FMI

3. CADRE JURIDIQUE ET POLITIQUE (droit des entreprises, État de droit, efficacité du système judiciaire, etc.)

15030 Développement du droit et des institutions judiciaires

Travaux constitutionnels, rédaction de lois; renforcement des institutions juridiques et judiciaires; enseignement et formation juridiques; conseils et services juridiques; prévention du crime.

16110 Politique et administration de l'emploi

Renforcement des capacités institutionnelles et conseils.

Sont omis: politique et planification de l'emploi; droit du travail; syndicats; programmes d'aide aux chômeurs; création d'emplois et d'activités rémunératrices; sécurité et santé au travail; lutte contre le travail des enfants.

31110 Politique et administration de l'agriculture

Politiques agricoles, planification et programmes; aide aux ministères de l'agriculture; renforcement des capacités institutionnelles et conseils.

Sont omis: activités liées à l'agriculture non spécifiées.

31310 Politique et administration de la pêche

Politiques, planification et programmes concernant la pêche; renforcement des capacités institutionnelles et conseils.

Sont omis: pêche en haute mer et pêche côtière; recensement des ressources en eau de mer et en eau douce et prospection; navires et engins de pêche; activités non spécifiées.

32210 Politique et administration du secteur minier

Politiques, planification et programmes; système d'information sur le droit minier; renforcement des capacités institutionnelles et conseils.

Sont omis: cadastre minier, inventaire des ressources minérales; activités liées à l'exploitation de ressources minérales non spécifiées.

33110 Politique commerciale et administration de la politique commerciale

Politiques et planification; commerce intérieur, commerce extérieur et services; brevets et marques.

Observation: les aides visant à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale et notamment à donner effet aux engagements de libéralisation du commerce et autres engagements pris

dans le cadre de l'OMC, à faciliter l'accèsion à l'OMC, à régler les questions de mise en œuvre, à préciser les lois et réglementations intéressant les investisseurs sont reprises à la rubrique 3.

41010 Politique et administration de l'environnement

Politiques, lois, réglementations et instruments économiques concernant l'environnement; institutions et pratiques administratives; processus décisionnels; séminaires et réunions.

Sont omis: planification de l'environnement et de l'utilisation des sols; mesures diverses de conservation et de protection de l'environnement non spécifiées ci-après.

4. APPUI AU SECTEUR PRIVÉ (y compris appui aux PME, etc.)

250xx Services aux entreprises et autres services

321xx Industrie

5. MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS (formation des travailleurs et des fonctionnaires, etc.)

11430 Formation technique avancée et formation à la gestion

Sont omis: formation professionnelle de haut niveau et formation en cours d'emploi.

15020 Gestion financière du secteur public

Renforcement des obligations de transparence de la gestion et des obligations d'information financière; gestion des finances publiques; amélioration des systèmes de gestion financière; méthodes de détermination des impôts; rédaction du budget; vérifications sur place; mesures de lutte contre le gaspillage, la fraude et la corruption.

15040 Administration gouvernementale

Systèmes de gouvernement, y compris parlements, collectivités locales, décentralisation; fonction publique et réforme de la fonction publique.

15050 Renforcement de la société civile

Participation et développement communautaires; coopératives; organisations de base; mise au point d'autres procédures et institutions de planification et de prise de décisions participatives.

16320 Services des administrations centrales

Services assurés par l'État (ou commandités par l'État), c'est-à-dire police, lutte contre l'incendie, douanes, métrologie légale, y compris bâtiments administratifs.

Sont omis: cartographie, météorologie; levés aériens et télédétection.

16362 Renforcement des capacités statistiques

Renforcement des capacités des offices nationaux de statistique et des capacités statistiques d'autres ministères.

16381 Institutions de recherche et instituts scientifiques

Lorsque le secteur ne peut pas être défini.

240xx Banque et services financiers

La réforme des douanes (modernisation et simplification du contrôle aux frontières) est un élément important de la facilitation des échanges et les activités correspondantes sont regroupées à la rubrique 5.

Les activités visant à réduire les obstacles de la technique au commerce (normalisation, OTC, SPS, etc.) ne sont pas mentionnées ici. De même, les programmes d'échange universitaire, la restructuration des universités et l'amélioration générale des systèmes éducatifs ne sont pas inclus. D'autres activités de formation technique avancée et de formation à la gestion ont été prises en compte et sont pour la plupart regroupées à la rubrique 5 (toutefois, certaines de ces activités peuvent être regroupées à la rubrique appui au secteur privé).

Sont également omises les activités visant à promouvoir la stabilité politique et les activités connexes d'appui à la société civile.

DÉFINITION DES PROJETS EN COURS ET DES PROJETS PROGRAMMÉS

Définition d'un projet en cours

Sont considérés comme projets en cours ceux qui ont déjà commencé, ainsi que ceux pour lesquels des ressources ont déjà été engagées (projets en préparation) mais pas encore dépensées. Dans un petit nombre de cas, en Amérique latine il se peut que certains projets soient déjà terminés.

La durée des projets peut chevaucher deux périodes de programmation, lorsqu'elle est plus longue qu'une période de programmation. Les projets financés par des lignes budgétaires sont contrôlés chaque année par la Commission.

L'année indiquée pour les projets en cours correspond à la date du lancement du premier projet. Toutefois, la plupart des projets en cours ont commencé plus tard, généralement en 2001 pour les pays ACP, en 2000 pour les pays d'Asie et de la région CARDS, entre 1995 et 1998 pour l'Amérique latine, en 1999 pour la région MEDA et en 2000 pour la région TACIS.

Définition d'un projet programmé

L'aide programmée est allouée à un secteur d'activité donné, mais les modalités d'engagement n'ont pas encore été arrêtées. La durée d'exécution des projets est variable.

Annexe

Programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CE en rapport avec l'IED

Région: Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

	Projets en cours		Projets programmés	
Objectif/Domaine d'activité	Année de lancement du premier projet	Montant total des projets en cours (en euros)	Période de programmation	Montant total du programme (en euros)
1. Infrastructures	1998	1 494 034 873,38	2000-2007	2 370 730 000,00
2. Stabilité macro-économique	2001	822 295 734,90	2000-2007	1 300 550 000,00
3. Cadre juridique et politique	1996	409 601 884,00	2000-2007	895 250 000,00
4. Appui au secteur privé	2001	357 590 631,00	2000-2007	46 350 000,00
5. Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités institutionnelles	1998	389 909 023,30	2000-2007	9 700 000,00
Total ACP	Total ACP		Total ACP	
	Projets en cours:	3 473 432 146,58	Programmation:	4 622 580 000,00
UE IED 1996-2001		31 893 000 000,00		

ACP: Angola, Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (Brazzaville), Congo (Kinshasa), Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe, Antigua, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, États fédérés de Micronésie, Fidji, Grenade, Guyana, Haïti, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Jamaïque, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine, Samoa, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Suriname, Trinité-et-Tobago, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.

Source: Commission européenne, Directions générales Relations extérieures, Développement et EuropeAid, Eurostat.

Programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CE en rapport avec l'IED (suite)

Région: Asie

	Projets en cours		Projets programmés	
Objectif/Domaine d'activité	Année de lancement du premier projet	Montant total des projets en cours (en euros)	Période de programmation	Montant total du programme (en euros)
1. Infrastructures	1999	137 500 000,00	2002/3 – 2004/5	136 300 000,00
2. Stabilité macro-économique	-	0,00	2002/3 – 2004/5	0,00
3. Cadre juridique et politique	1995	144 500 000,00	2002/3 – 2004/5	248 100 000,00
4. Appui au secteur privé	1996	139 600 000,00	2002/3 – 2004/5	40 500 000,00
5. Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités institutionnelles	1996	172 000 000,00	2002/3 – 2004/5	98 000 000,00
Total ASIE	Total ASIE Projets en cours: 593 600 000,00		Total ASIE Programmation: 522 900 000,00	

Certains projets n'étant pas encore classés selon les codes CAD, ils peuvent apparaître dans d'autres sous-groupes. Par conséquent, même si le montant des projets à l'appui de la stabilité macro-économique apparaît comme nul, il se peut que certains projets visent à promouvoir la stabilité économique mais soient classés dans un autre sous-groupe.

Asie: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Inde, Indonésie, Lao, Malaisie, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam.

Source: Commission européenne, Directions générales Relations extérieures, Développement et EuropeAid, Eurostat.

Programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CE en rapport avec l'IED (suite)

Région: Ouest des Balkans (CARDS)

	Projets en cours		Projets programmés	
Objectif/Domaine d'activité	Année de lancement du premier projet	Montant total des projets en cours (en euros)	Période de programmation	Montant total du programme (en euros)
1. Infrastructures	2000	111 154 200,91	2002-2004	432 400 000,00
2. Stabilité macro-économique	2000	15 620 916,00	2002-2004	9 800 000,00
3. Cadre juridique et politique	2000	40 800 000,00	2002-2004	323 100 000,00
4. Appui au secteur privé	2000	52 620 501,28	2002-2004	10 500 000,00
5. Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités institutionnelles	2000	223 200 000,00	2002-2004	357 500 000,00
Total CARDS	Total CARDS Projets en cours:		Total CARDS Programmation:	
	443 395 618,19		1 133 300 000,00	

CARDS: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Serbie et Monténégro, Kosovo.

Source: Commission européenne, Directions générales Relations extérieures, Développement et EuropeAid, Eurostat.

Programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CE en rapport avec l'IED (suite)

Région: Amérique latine

	Projets en cours		Projets programmés	
Objectif/Domaine d'activité	Année de lancement du premier projet	Montant total des projets en cours (en euros)	Période de programmation	Montant total du programme (en euros)
1. Infrastructures	1994	53 711 516,00	2000-2006	124 000 000,00
2. Stabilité macro-économique	1997	58 177 040,00	2000-2006	58 900 000,00
3. Cadre juridique et politique	1993	133 894 587,00	2000-2006	345 000 000,00
4. Appui au secteur privé	1991	174 746 523,00	2000-2006	144 000 000,00
5. Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités institutionnelles	1994	254 660 896,00	2000-2006	189 050 000,00
Total AMÉRIQUE LATINE	Total AMÉRIQUE LATINE Projets en cours: 675 190 652,00		Total AMÉRIQUE LATINE Programmation: 860 950 000,00	
	EU FDI 1996-2001 152 798 000 000,00			

Amérique latine: Argentine, Brésil, Bolivie, Costa Rica, Colombie, Chili, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, Paraguay, Uruguay, Venezuela.

Source: Commission européenne, Directions générales Relations extérieures, Développement et EuropeAid, Eurostat.

Programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CE en rapport avec l'IED (suite)

Région: Méditerranée du sud et Moyen-Orient (MEDA)

	Projets en cours		Projets programmés	
Objectif/Domaine d'activité	Année de lancement du premier projet	Montant total des projets en cours (en euros)	Période de programmation	Montant total du programme (en euros)
1. Infrastructures	1999	158 500 000,00	2000-2006	96 000 000,00
2. Stabilité macro-économique	1995	292 000 000,00	2000-2006	130 000 000,00
3. Cadre juridique et politique	1996	160 000 000,00	2000-2006	316 000 000,00
4. Appui au secteur privé	1999	759 650 000,00	2000-2006	86 000 000,00
5. Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités institutionnelles	1996	368 260 000,00	2000-2006	63 000 000,00
Total MEDA	Total MEDA Projets en cours: 1 738 410 000,00		Total MEDA Programmation: 691 000 000,00	

MEDA: Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Israël, Syrie, Tunisie, Turquie, Cisjordanie et bande de Gaza et Yémen.

Source: Commission européenne, Directions générales Relations extérieures, Développement et EuropeAid, Eurostat.

Programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CE en rapport avec l'IED (suite)

Région: Europe orientale et Asie centrale (TACIS)

	Projets en cours		Projets programmés	
Objectif/Domaine d'activité	Année de lancement du premier projet	Montant total des projets en cours (en euros)	Période de programmation	Montant total du programme (en euros)
1. Infrastructures	2000	25 025 504,00	2002-2003	140 500 000,00
2. Stabilité macro-économique	2000	30 729 985,00	2002-2003	0,00
3. Cadre juridique et politique	2000	15 500 000,00	2002-2003	139 500 000,00
4. Appui au secteur privé	2000	30 289 528,00	2002-2003	116 000 000,00
5. Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités institutionnelles	2000	62 600 000,00	2002-2003	47 600 000,00
Total TACIS	Total TACIS Projets en cours: 164 145 017,00		Total TACIS Programmation: 443 600 000,00	

TACIS: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Mongolie, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine.

Source: Commission européenne, Directions générales Relations extérieures, Développement et EuropeAid, Eurostat.